

NOTE HISTORIQUE

*On a vu réussir tous les prophètes armés,
et finir malheureusement ceux qui
étaient désarmés.*

MACHIAVEL,
Le Prince, chapitre VI

En 1934, le Québec s'enfonce de plus en plus dans la Grande Dépression qui afflige de mille souffrances une importante proportion de sa population. Alors qu'aux États-Unis le président démocrate Franklin Delano Roosevelt, au pouvoir depuis le 4 mars 1933, multiplie les actions inspirées de son programme dit du *New Deal* pour relancer l'économie ou, à tout le moins, pour atténuer les effets de la crise, au Canada le gouvernement conservateur de R. B. Bennett et au Québec le gouvernement libéral de Louis-Alexandre Taschereau apparaissent dépassés par l'ampleur des problèmes issus de la Grande Dépression.

Le Parti libéral détient le pouvoir à Québec de manière ininterrompue depuis 1897. Il a fourni quatre premiers ministres successifs, dont le plus récent, Taschereau, a accédé au poste en 1920. Les mœurs politiques du temps acceptent que celui-ci soit en même temps membre

du conseil d'administration de plusieurs grandes entreprises. Cet état de choses est pourtant décrié par plusieurs. À l'Assemblée législative du Québec, l'opposition au gouvernement libéral est le fait d'un petit nombre de députés du Parti conservateur, dirigé depuis octobre 1933 par le député de Trois-Rivières, Maurice Lenoblet Duplessis.

Si les gouvernements en place semblent bien impuissants devant la Grande Dépression, plusieurs groupes et des partis politiques tentent de relever le défi de trouver une manière de sortir de la crise. Cela est d'autant plus nécessaire qu'en Europe des solutions de rechange radicales au capitalisme et à la démocratie libérale s'affirment avec dynamisme, qu'il s'agisse du communisme soviétique ou du fascisme au pouvoir en Italie ou s'en approchant en Allemagne. Au Canada, en 1932, un parti social-démocrate ou socialiste démocratique, la Cooperative Commonwealth Federation (CCF), est créé par des groupes syndicaux, coopératifs, agraires, avec le concours de la League for Social Reconstruction animée par des intellectuels de gauche. L'année suivante, à Regina en Saskatchewan, la CCF adopte le *Manifeste de Regina*, un programme politique préconisant le remplacement du système capitaliste par une économie planifiée de nature socialiste, mais démocratique, impliquant la nationalisation des industries clés, le développement du syndicalisme et même un système d'assurance maladie public. Au Québec, des intellectuels près de l'Église catholique, de l'École sociale populaire et des Semaines sociales, mettent au point la même année un projet intitulé *Programme de restauration sociale*. Ce document réplique au *Manifeste de Regina*, dont le socialisme est réprouvé par l'Église catholique québécoise. Le *Programme* s'inspire de la doctrine sociale de cette Église développée depuis 1891 par

les papes Léon XIII et Pie XI. Il recherche une voie médiane entre le capitalisme, tenu pour source de la Grande Dépression, et le socialisme sous ses différentes formes, jugé trop matérialiste et trop indifférent, sinon franchement hostile au catholicisme. Cette voie médiane est faite de retour à la terre, de lutte aux trusts et de recours au corporatisme, pratiqué par l'Italie fasciste et par le Portugal autoritaire, toutes deux nations catholiques, comme mode d'organisation du travail et de la production. Si le *Manifeste de Regina* est le programme d'un parti politique, ce n'est toutefois pas le cas du *Programme de restauration sociale*, qui demeure une prise de position d'intellectuels proche de l'Église catholique.

C'est dans ce contexte qu'à la fin de juillet 1934 est créé au Québec un nouveau parti politique appelé l'Action libérale nationale (ALN).

La formation politique est l'œuvre d'un groupe de libéraux, particulièrement montréalais, faisant dissidence du Parti libéral de Taschereau, auquel ils reprochent d'être inféodé aux puissances d'argent, corrompu et incapable de lutter contre les effets de la crise économique. À ces libéraux dissidents se joignent des nationalistes, particulièrement de la ville de Québec, dont certains, comme le docteur Philippe Hamel, mènent une croisade passionnée en faveur de la nationalisation de l'électricité. Ensemble, ces gens adoptent un programme qui ressemble au *Programme de restauration sociale*, mais qui s'en démarque sur plusieurs points, dont le désintérêt pour le corporatisme, et par une brochette de propositions détaillées de réformes économiques, sociales, politiques. En outre, le programme de l'ALN est un véritable programme de gouvernement porté par un parti politique aspirant au pouvoir.

Le nouveau parti se donne pour chef Paul Gouin (1898-1976). Ce fils du premier ministre libéral Sir Lomer Gouin (en poste de 1905 à 1920) et petit-fils du premier ministre Honoré Mercier (1887-1891) est avocat de formation. Mais il est tout autant et même plus amateur d'histoire, féru d'héritage culturel et de patrimoine, profondément attaché à l'identité canadienne-française, à la langue et aux institutions qui la caractérisent. Gouin anime à sa résidence personnelle, depuis 1930, des rencontres d'intellectuels et de militants politiques à la recherche de solutions à la crise économique. Il est aussi déjà connu pour ses interventions publiques, ses conférences ou ses publications sur des questions d'actualité allant du renforcement du caractère français de la province de Québec à la nécessité de mettre au point un plan rationnel de colonisation en passant par la création d'un Conseil économique et le soutien au développement, dans les régions et en phase avec l'agriculture, d'une petite et moyenne industrie capable de créer de la valeur ajoutée à la production agricole en la transformant et de fournir cette dernière en produits dont elle a besoin. Gouin n'est pas nécessairement l'auteur original de toutes ces idées ; la Grande Dépression force à la réflexion et à l'imagination de solutions nouvelles. Cependant, l'apport de Gouin est d'assembler beaucoup d'idées nouvelles, qui circulent dans le milieu, en une vision cohérente d'une action gouvernementale résolue et réformatrice. Il peut d'autant mieux le faire que, nonobstant ses antécédents familiaux, Gouin n'est pas un membre actif du Parti libéral, tout en étant issu d'une lignée politique prestigieuse.

Le 23 avril 1934, à l'invitation de l'Association de la Jeunesse libérale, il prononce une importante conférence à la bibliothèque Saint-Sulpice de Montréal. Il réaffirme et

réexplique les multiples réformes économiques, sociales et politiques qu'il avait déjà présentées dans ses interventions publiques antérieures. Par cette conférence, Gouin attire l'attention de nombreux jeunes et des médias. Il se positionne comme un personnage public important. Il apparaît comme un homme « neuf », un homme « propre », par comparaison avec les dirigeants du Parti libéral au pouvoir. Autour de lui se cristallise une partie du mécontentement à l'endroit du pouvoir libéral en place à Québec et se coalisent des personnes voulant activement promouvoir des changements majeurs dans la société québécoise.

Pendant l'année qui suit sa fondation lors du congrès tenu les 27 et 28 juillet 1934, l'Action libérale nationale se manifeste par plus d'une centaine d'assemblées publiques un peu partout dans la province, par des causeries radio-phoniques, par la publication d'un hebdomadaire, autant de moyens par lesquels elle fait connaître son programme. Au centre de ce mouvement, Paul Gouin, orateur efficace, penseur réfléchi, homme « neuf et propre », est la nouvelle vedette politique qui se promène partout au Québec. Gouin et l'ALN se présentent comme une option prometteuse. Le Parti libéral, qui gouverne depuis presque quarante ans, se trouve fortement agacé, sinon inquiet, par la dissidence de l'ALN, et le Parti conservateur, depuis aussi longtemps, croupit sur les banquettes de l'opposition parlementaire sans apparaître comme la solution de rechange au pouvoir en place.

Des élections fédérales se tiennent le 14 octobre 1935. Encouragé par le triomphe éclatant du Parti libéral canadien aux élections qui congédient le gouvernement conservateur de Bennett, le premier ministre Taschereau convoque à son tour des élections québécoises pour le

25 novembre suivant. Dans les rangs de l'ALN comme dans ceux du Parti conservateur, plusieurs militants et organisateurs influents souhaitent une forme de coalition des deux partis, convaincus que la division des forces de l'opposition reconduira encore une fois le Parti libéral au pouvoir. Ni Gouin ni Duplessis ne sont vraiment enchantés par l'idée, ni n'ont des atomes crochus l'un pour l'autre sur le plan personnel. Mais ils ne peuvent demeurer sourds aux pressions de leurs partisans respectifs. Après de laborieuses tractations et des pressions de toutes sortes, dont celles de bailleurs de fonds éventuels que l'idée de contribuer à deux partis d'opposition sans perspective de victoire n'enchantent pas, les deux chefs de parti parviennent, le 7 novembre 1935, à un accord public comportant deux engagements: (1) « *Il n'y aura qu'un seul candidat oppositionniste officiel, soit conservateur, soit libéral-national, par comté* » et, advenant la victoire de cette coalition, (2) un gouvernement « *national Duplessis-Gouin* » sera formé avec pour premier ministre Maurice Duplessis, avec une majorité de ministres choisis par Gouin, et avec le programme de l'ALN pour plan d'action. Outre ce document immédiatement rendu public, un accord secret est aussi conclu entre les deux chefs politiques réservant de 25 à 30 comtés pour les conservateurs et le reste pour des candidats de l'ALN. Mais Maurice Duplessis manœuvrera efficacement pour que certains de ses amis conservateurs, parfois même des candidats de son parti défaits aux élections de 1931, soient candidats sous l'étiquette de l'ALN.

Le soir du 25 novembre, le gouvernement Taschereau est reporté au pouvoir. Mais il est significativement affaibli. Sa représentation parlementaire est réduite à 48 députés, alors que l'ALN en fait élire 26 et les conservateurs, 16. En

matière de suffrages exprimés, la coalition dépasse de peu le Parti libéral. Les candidats de l'ALN, à eux seuls, recueillent 161 000 votes, soit 30 % du total. La coalition entre Gouin et Duplessis a donc très sérieusement ébranlé le gouvernement. Une période d'instabilité politique débute.

Le 28 novembre, un caucus des deux partis d'opposition se réunit. Certains parlent de fusion. Mais il est décidé que chaque parti conservera son identité au parlement. Il est aussi décidé que Maurice Duplessis, en raison de son expérience de député depuis 1927 et de chef de l'opposition officielle depuis octobre 1933, sera le seul chef d'opposition parlementaire pour les 42 députés du Parti conservateur et de l'ALN. Cette décision sera lourde de conséquences, notamment pour Gouin lui-même. Par ailleurs, tout de suite après les élections, nombre de libéraux fédéraux et québécois se convainquent qu'il faudra rapidement évincer le premier ministre Taschereau et le remplacer par un nouveau chef plus capable de maintenir le parti au pouvoir. Dans cette perspective, Paul Gouin, qui avait été féroce critiqué par les libéraux tant en raison de sa dissidence que de son alliance électorale avec le Parti conservateur, se retrouve désormais courtisé de manière assidue et répétée par divers interlocuteurs, libéraux fédéraux comme provinciaux. Mais il résiste aux chants des sirènes et demeure fidèle à la coalition avec le Parti conservateur.

À la fin de février 1936, le premier ministre Taschereau se résigne à convoquer la nouvelle législature pour le 24 mars, quatre mois après les élections. Face à lui, il trouve encore Duplessis, mais qui dirige maintenant 42 députés au lieu de la dizaine de députés conservateurs de la précédente législature. Duplessis, aguerri au travail parlementaire, agressif et virulent envers le gouvernement, mesure la vulnérabilité de

Taschereau et sent que, peut-être, enfin, la route du pouvoir commence à apparaître après la longue traversée du désert de son parti. Il mène les travaux de l'Assemblée législative de main de maître. De jour en jour davantage, il s'impose comme un chef politique puissant et habile exerçant un ascendant croissant sur l'ensemble des députés de l'opposition, y compris ceux élus sous la bannière de l'ALN.

Le 5 mai, Duplessis exerce sa prérogative de chef de l'opposition et demande la convocation d'une commission parlementaire appelée « Comité des comptes publics ». Dans cette commission, dont les travaux débutent le 7 mai et durent pendant un mois, le chef de l'opposition, déployant une remarquable connaissance tant des dossiers que de la procédure parlementaire et des stratégies politiques, expose impitoyablement la corruption, le népotisme, les fraudes, le gaspillage et les autres turpitudes du gouvernement Taschereau. Ce faisant, il affaiblit très considérablement le gouvernement, au point où le premier ministre Taschereau démissionne le 11 juin. Duplessis s'impose politiquement comme le seul vrai chef qui puisse prendre le pouvoir. Par contre, pendant toute la session parlementaire, Gouin demeure silencieux, prononçant un seul discours de substance, le 28 avril, et ne participant pas vraiment aux travaux du Comité des comptes publics, où l'action de Duplessis en vient vite à lui déplaire. Duplessis triomphe dans ce comité. Il séduit de façon définitive nombre de députés de l'ALN qu'il courtisait assidûment depuis les élections. Il renforce méthodiquement sa position politique. Il est résolu à conquérir le pouvoir par lui-même, pour lui-même.

Le nouveau premier ministre libéral, Adélard Godbout, qui a été un ministre de l'agriculture honorable depuis 1930 dans le gouvernement de son prédécesseur, décide de

déclencher des élections, le 17 août. Dès les élections annoncées, Gouin organise, le 17 juin, une rencontre à Montréal avec Duplessis et leurs états-majors respectifs. Il demande à Duplessis de renouveler l'entente du 7 novembre 1935. Duplessis refuse. À ses yeux, l'entente était valide seulement pour les élections du 25 novembre. En outre, avec le départ de Taschereau et, par la suite, des révélations dévastatrices pour le Parti libéral au Comité des comptes publics, la conjoncture politique a changé en profondeur. Son action au Comité des comptes publics a magnifié la popularité et l'autorité politique de Duplessis. Pour les nouvelles élections, Duplessis veut désigner lui-même les candidats pour deux tiers des comtés. Il veut un seul parti, un seul organisateur en chef, une seule caisse électorale, un seul chef, une seule « Union nationale ». Gouin peut y participer, mais certainement pas comme co-chef. Cette vision est inacceptable pour Gouin. Le lendemain, il dénonce le rejet et la trahison par Duplessis de l'entente du 7 novembre. Il annonce qu'il devra désormais combattre deux « vieux partis », le Parti libéral, qui perpétue sous son nouveau chef Godbout un vieux régime usé, corrompu et asservi par les puissances d'argent, et le Parti conservateur, dont il stigmatise le déguisement usurpateur sous l'appellation d'« Union nationale ». Entretemps, Duplessis a convoqué lui-même, pour le samedi 20 juin à Sherbrooke, un congrès de tous les députés de l'opposition, dont ceux de l'ALN. Mais Gouin et deux de ses fidèles sont écartés du congrès. Duplessis est d'autant plus confiant qu'il a réussi non seulement à séduire une grande majorité des députés de l'ALN, mais aussi deux de ses fondateurs prestigieux, Oscar Drouin, organisateur en chef, et le docteur Philippe Hamel, le croisé de la nationalisation de l'électricité. En fin de journée, à Sherbrooke,

Duplessis est sacré chef de l'Union nationale. Il a gagné la bataille décisive pour le contrôle des forces d'opposition au gouvernement sortant. Gouin a perdu cette bataille. Il n'y aura pas de candidats de l'ALN aux élections. Gouin se contentera de commenter la campagne électorale. En à peine un an, la situation politique de Gouin s'est transformée du tout au tout. Son prestige et sa popularité ont fondu comme neige au soleil. Ses associés politiques, ses partisans ont choisi la victoire avec Duplessis.

Le 17 août, deux mois après la rupture de la coalition ALN-Parti conservateur, l'Union nationale écrase les libéraux et Duplessis devient premier ministre.

Par contre, pour son ex-associé, la route politique sera désormais pavée d'échecs. Certes, ayant vu certains de ses partisans de la première heure, ralliés à Duplessis le 20 juin, démissionner avec fracas du gouvernement de ce dernier, Gouin relancera l'Action libérale nationale grâce à un congrès tenu les 23 et 24 juillet 1938. Ce congrès le confirmera comme chef et adoptera une nouvelle version du *Manifeste* original de 1934. L'ALN et Gouin lui-même seront candidats aux élections provinciales précipitées par Duplessis au début de la guerre en 1939. Mais c'est un échec retentissant : aucun élu, à peine 4 % du vote populaire. L'ALN est définitivement rayée de la carte politique du Québec. Gouin poursuivra encore quelques années sa carrière politique, tout en s'impliquant très activement dans les questions de patrimoine. Ainsi, il s'approchera du Bloc populaire canadien entre 1942 et 1944, un parti politique nationaliste québécois né dans le sillage du référendum de 1942 sur la conscription pour le service militaire outremer. Mais Gouin se brouillera avec ses leaders. Il renoncera à relancer l'ALN aux élections québécoises de 1944 auxquelles

il sera personnellement candidat. Encore une fois, il sera défait. Ainsi, après la rupture de 1936 avec Duplessis, jamais plus Gouin ne connaîtra un succès politique comparable à celui de l'automne 1935, succès dont il aura échoué à s'approprier vraiment les fruits.

Ironie de l'histoire : à la fin de 1948, le premier ministre Maurice Duplessis ouvre une carrière de haut fonctionnaire culturel à Gouin en le nommant « conseiller technique auprès du Conseil exécutif », mais en le plaçant sous son autorité immédiate. Sa carrière de haut fonctionnaire se poursuivra jusqu'à la fin des années 1960.

* * *

Les pages qui suivent, élaborées selon le mode de la fiction historique, s'efforcent de raconter la destruction et l'échec politiques de Paul Gouin qui sont consommés entre l'équinoxe du printemps et le solstice d'été de l'année 1936, ainsi que l'exprimera un des témoins du récit.

Certains jugeront excessive l'expression de « destruction politique ». Ils rappelleront que Gouin a relancé l'ALN comme parti politique autonome en juillet 1938 ; qu'il a concouru à mettre à jour et à enrichir le programme de la formation politique, à partir du *Manifeste* de 1934, en y ajoutant même un chapitre préconisant des réformes du système d'éducation québécois ; qu'il a été reconduit comme chef de la formation politique ; que lui-même et des membres majeurs du parti ont multiplié les discours publics, les causeries radiophoniques et d'autres interventions publiques à compter de l'automne 1938 ; que l'Action libérale nationale a présenté une soixantaine de candidats,

dont son chef, aux élections du 25 octobre 1939 ; que Gouin a par la suite été politiquement actif de 1942 à 1944 dans le Bloc populaire canadien. Tout cela est vrai. Cependant, il n'en demeure pas moins que Gouin a accumulé échec sur échec après l'été 1936. Il a été battu personnellement dans le comté de L'Assomption aux élections provinciales du 25 octobre 1939 et son parti n'a fait élire aucun autre candidat. Dans le Bloc populaire canadien, Gouin a été presque continuellement en conflit avec les dirigeants du parti. Aux élections provinciales de 1944, il a renoncé à présenter des candidats de l'ALN et il a été de nouveau battu personnellement dans le comté de L'Assomption, où il se présentait comme candidat indépendant. Cette série d'échecs politiques débute par l'échec de 1936, dont Gouin ne se remettra jamais. C'est en ce sens que je recours à l'expression de « destruction politique » de Gouin en 1936.

D'autres mettront en cause le jugement sans nuances d'échec politique dans la carrière de Gouin. Oui, concéderont ces personnes, il y a apparence d'échec. Mais, diront-elles, il faut voir au-delà des déboires électoraux. En effet, il faut reconnaître à Paul Gouin un rôle de pionnier et d'inspirateur politique. Ainsi, on lui doit un programme politique très progressiste dans le contexte des années 1930 et inspiré par la vision d'un État interventionniste et proactif devant les problèmes de la société. On lui doit l'idée et la pratique d'un parti politique qui refuse le financement occulte des entreprises et des puissances d'argent. On lui doit une vision claire et forte de l'importance politique, sociale et aussi économique, non seulement du patrimoine culturel matériel et immatériel et de l'héritage culturel canadiens-français, mais encore et beaucoup de la culture dans son continuel renouvellement. Pour les tenants de cette interprétation, ce que

certains appellent l'échec de Paul Gouin est en réalité la mise en place de matériaux politiques qui finiront par servir dans les grands travaux des réformes de la Révolution tranquille.

Cela reconnu, il demeure que Paul Gouin s'est engagé en politique active en 1934 ; que son engagement politique personnel a tourné court rapidement ; qu'il n'a pas réussi politiquement ce pour quoi il s'est engagé en politique ; qu'il a en somme vécu à la fois l'échec en politique et l'échec politique

Ce double échec de Paul Gouin a pris la forme d'une destruction politique survenue pour l'essentiel entre l'équinoxe du printemps et le solstice d'été de 1936.

* * *

Pour relater cette destruction politique, selon le mode de la fiction historique, quatre témoins interviennent. Il y a le secrétaire montréalais de Gouin ; il tient un journal personnel quotidien traitant de son travail pour Paul Gouin de janvier à août 1936 et où il consigne ses observations sur les événements de l'actualité politique. Il y a un conseiller de Gouin habitant la ville de Québec et y travaillant ; celui-ci, à compter du 13 août, rédige des notes où il analyse la trajectoire politique de Gouin. Il y a le maître d'œuvre de la destruction politique, Maurice Duplessis ; dans la nuit du 20 au 21 juin, de retour à Trois-Rivière d'un congrès de députés des deux partis de l'opposition tenu à Sherbrooke le jour même qui l'a consacré chef de l'« Union nationale », Duplessis célèbre son triomphe en racontant à sa secrétaire, Auréa Cloutier, comment il a réussi à éliminer Gouin et à détruire sa carrière politique. Et Paul Gouin lui-même prendra la parole pour sa défense : le 8 septembre 1936, il

entreprind de rédiger une lettre à l'intention des membres de l'ALN pour expliquer ce qui s'est passé depuis les élections de novembre 1935 et quelles sont ses perspectives d'avenir. Ainsi, chacun raconte, à sa manière et selon son style propre, l'histoire de la destruction de Gouin à partir de la connaissance qu'il en a et du rôle qu'il y a joué. Pour être plus précis, deux des témoins ne pensent pas qu'il s'agit vraiment d'une destruction politique ; les deux autres les contredisent. Chacun des témoins propose ainsi sa propre lecture des événements. Chacun la tient pour vraie. Aucun de ces témoignages n'épuise le sujet. Chacun ne connaît qu'une partie de la vérité.

Les quatre personnages de ce récit sont, comme dans toute fiction historique, à la fois réels et imaginés. Le secrétaire de Montréal et le conseiller de Québec sont des personnages imaginés. Cela explique qu'ils n'aient pas de noms propres. Je les ai toutefois composés à partir de personnages qui ont existé, qui ont été engagés dans l'entourage de Gouin, et qui ont laissé des témoignages de ce qu'ils ont vécu. Quant aux deux autres personnages, Paul Gouin et Maurice Duplessis, ils ont évidemment existé l'un et l'autre. Mais ni l'un ni l'autre n'ont écrit des mémoires en bonne et due forme dans lesquels ils auraient raconté les événements qu'ils ont vécus pendant les années 1935 et 1936. Aussi, cette fiction a entrepris de les imaginer, en quelque sorte de l'intérieur. À cette fin, le récit puise dans ce que les personnages ont dit et fait publiquement, dans ce qu'ils ont écrit, essentiellement dans le cas de Gouin, dans des propos, souvent privés, que les journalistes puis les historiens leur ont attribués. À partir de ces matériaux, cette fiction historique leur donne une voix racontant un récit qu'ils n'ont jamais écrit ni publié comme tel. Les quatre récits se racontent sur cette

musique de fond qu'est la trame historique des années 1935 et 1936 dans la vie politique du Québec.

Cette fiction s'est abondamment alimentée des faits historiques ; elle a puisé dans des témoignages et des documents qui ont un caractère public ; mais elle a suppléé lorsque le dossier historique était silencieux. En toute candeur, j'avoue aimer la fiction historique car elle compense ce que je tiens pour la pauvreté et la faiblesse de mon imagination créatrice.

Cela dit, il s'agit bien d'une *fiction* et non d'un essai d'historien. Tout en suivant attentivement les faits historiques connus, cette fiction s'efforce de voir les choses à partir des points de vue respectifs des quatre personnages qui prennent la parole. Comme chacun a son point de vue personnel, il se peut que des faits importants pour l'un ne le soient pas pour les autres. Il se peut aussi que l'un retienne des choses que les autres passent complètement sous silence. De même, les interprétations de faits apparemment identiques peuvent diverger d'un personnage à l'autre. Il arrive encore que les témoins se trompent dans leurs souvenirs ou dans leur connaissance d'un fait ou d'un événement ou que certaines de leurs perceptions soient erronées au regard de l'historien qui, une ou deux générations plus tard, raconte la période historique en cause en construisant son récit par l'exploitation d'abondantes archives et de multiples témoignages. Il faut également rappeler que les quatre témoins de cette fiction historique racontent ce qu'ils ont vécu à peine les événements passés, sans recul, à chaud. Je ne revendique pas pour eux un « droit à l'erreur » ; je les laisse parler à partir de ce que j'imagine avoir été leur monologue intérieur.

* * *

Ce récit s'emploie donc à examiner et à fouiller une page de l'histoire du Québec du xx^e siècle et l'échec de l'entreprise politique d'un homme. Il veut aussi donner aux personnes que le destin personnel de Paul Gouin ou la réalité de son temps aura intéressées le goût d'aller plus loin. Raconter l'histoire, que ce soit selon le mode de la science universitaire ou celui de la fiction historique, est sans doute toujours une entreprise fragile, car elle est tributaire de témoignages qui sont inévitablement limités, partiels, souvent partiels, et subjectifs. L'exercice de l'imagination, empreinte de sympathie, peut, peut-être, compléter utilement ces témoignages. Et, ainsi que le veut un dicton souvent cité, « *Se non è vero, è ben trovato* ».

C. C.